



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025174-0004**

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires de mesures conservatoires visant à réduire l'impact sur les chiroptères du parc éolien exploité par la société CLEMEC sur le territoire de la commune de CHARMONT-SOUS-BARBUISE

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 fixant des listes d'espèces animales et végétales d'intérêt européen qui nécessitent une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1, R. 181-45, L. 553-1, R. 511-9 et R. 512-69 ;

**VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le courrier du 26 septembre 2012 actant l'antériorité et fondant l'autorisation de l'installation construite par les arrêtés préfectoraux valant permis de construire du 19 juillet 2007 et du 31 octobre 2009 ;

**VU** le suivi environnemental du parc réalisé en 2018 ;

**VU** le rapport de visite du 17 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 22 janvier 2025 ;

**VU** les observations présentées par l'exploitant par courriel du 5 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi de mortalité du parc éolien de CLEMEC indique une mortalité de 4 individus de chiroptères pour 4 éoliennes intégralement prospectées du 28 août 2018 au

10 octobre 2018 ; que ces cas de mortalités concernent des espèces figurant à l'article 2 de l'arrêté 23 avril 2007 susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi environnemental susvisé montre que l'activité des chiroptères sur le parc éolien est présente de mi-mai à mi-novembre ; que les contacts identifiés concernent des espèces protégées inscrites à l'article 2 de l'arrêté 23 avril 2007 susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que bien que l'estimation de la mortalité sur le parc issue d'un rapport de suivi de 2018 reflète la différence de biais et de surface prospectable sous chaque éolienne, le rapport de suivi environnemental conclut à un impact fort des éoliennes sur les populations de chiroptères ; que la mortalité présente sur site peut être considérée comme récurrente au vu des cas de mortalité réellement recensés ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 susvisée, et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité par collision et barotraumatisme occasionnée par le parc éolien sur les chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact potentiel du parc sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures conservatoires destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des aérogénérateurs aux périodes d'activités des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que le suivi indique que 90 % de l'activité a lieu entre juillet et septembre, entre 22h et 4h, pour des vitesses de vent comprises entre 0 et 6 m/s, pour des températures comprises entre 14°C et 33°C ; qu'il convient de proposer un arrêt des machines pour ces paramètres ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures conservatoires seront réévaluées à la suite du suivi environnemental de 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La société CLEMEC, dont le siège social se situe 7, rue d'Argenteuil - 75001 PARIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc nommé « CLEMEC » situé sur le territoire de la commune de CHARMONT SOUS BARBUISE.

### **ARTICLE 2 : ACTIONS CONSERVATOIRES**

#### **2.1. Chiroptères**

L'exploitant met en œuvre un arrêt des éoliennes afin de limiter leurs impacts sur les chiroptères. Cette mesure s'applique à l'ensemble des éoliennes du parc de CLEMEC lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre ;

- entre 22h et 4h ;
- lorsque la température est comprise entre 14 °C et 33°C ;
- à des vitesses de vent inférieures à 6 m/s ;
- hors conditions pluvieuses.

## 2.2 Suivi environnemental

Afin de vérifier l'efficacité de la mesure de réduction mentionnée à l'article 2.1 du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre un suivi environnemental de mortalité des chiroptères et de l'avifaune l'année suivant la mise en place de la mesure de réduction durant la période concernée par ladite mesure. Ce suivi devra être conforme au protocole ministériel en vigueur.

Si besoin, ce suivi environnemental pourra être reconduit en fonction des conclusions de l'étude.

## **ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté est notifié à la société CLEMEC.

Il est publié, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de CHARMONT-SOUS-BARBUISE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de CHARMONT-SOUS-BARBUISE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la maire de CHARMONT-SOUS-BARBUISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **23 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

### **Délais et voies de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement.